Ressources naturelles et pauvreté : le paradoxe de l'abondance. L'exemple de Nieuw Koffiekamp, Suriname

Romain Cruse

Université des Antilles et de la Guyane

Le village de Nieuw Koffiekamp, dans l'intérieur du Suriname, symbolise de manière caricaturale les rapports de force contemporains entre trois groupes d'acteurs, autour de l'enjeu des ressources naturelles caribéennes : les populations locales, les milieux politiques locaux (coloniaux puis autonomes, puis indépendants – le plus souvent sans grande rupture) et les entreprises multinationales étrangères. A ce titre, le cas particulier de ce village de quelques centaines d'habitants situé au Sud de Paramaribo est particulièrement significatif.

Koffiekamp

Les Noirs marrons du Suriname représentent aujourd'hui le troisième groupe ethnique du pays par leur importance démographique (plus de 70 000 personnes, et probablement autant à l'étranger), bien que toujours marginalisés dans l'espace national, dans les quartiers dégradés de la capitale et plus encore dans la sphère politique. Ils sont les descendants des esclaves qui s'enfuyaient des plantations situées sur le littoral et le long des fleuves, pour recréer en forêt l'équivalent de petits états centralisés, prenant rapidement la forme de villages de 100 à 200 habitants.

C'est ainsi qu'émergea le peuple Saramaka (ou Sa'amaka), peuple afro-américain recomposé dans l'intérieur forestier du Suriname, au coté d'autres peuples afro-américains relativement similaires (les Nduyka, les Matawaï, etc.). En 1762, face à la montée des actes de terreur menés sur les plantations, le gouvernement colonial hollandais accorda officiellement au peuple Saramaka le territoire qu'il occupait de fait, à plusieurs jours de marche et de pirogue en amont du fleuve Suriname. En échange, les Saramakas signaient un traité de paix et promettaient de rendre aux colons tout nouvel esclave en fuite (chose qui apparemment ne se fit que rarement) et de ne plus approcher des zones de plantations.

C'est ainsi que naquit le réseau de villages saramakas, au sein duquel se trouvait Koffiekamp, un petit village aujourd'hui situé sous plusieurs mètres d'eau, au beau milieu du lac artificiel de Brokopondo.

Le barrage d'ALCOA

Ce lac artificiel de 1 500 km2 et contenant 20 000 millions de mètres cubes d'eau est le résultat d'une entreprise menée à la fin des années 1950 sous la direction d'un ingénieur hollandais, né à Sumatra, et du nom de W. J. van Blommestein Meer. Depuis les années 1940, le gouvernement colonial cherchait une solution au problème de l'approvisionnement en électricité de la capitale, dans un contexte économique de grave crise du secteur agricole. A la même période, l'entreprise multinationale nord-américaine ALCOA se mit à convoiter les réserves de bauxite du pays. L'industrialisation battait son plein en Europe et la Seconde guerre mondiale avait lancé le cycle de l'aluminium. En raison des coûts de transport de l'époque, il fut décidé que la bauxite devait être transformée sur place en Alumine, procédé qui divise par deux le volume et le poids du matériau à transformer par la suite en aluminium. Ce procédé est extrêmement gourmand en énergie, car la transformation nécessite de chauffer la bauxite brute à plus de 1 000°C.

Dans le reste de la Caraïbe, cette période est caractérisée par le lancement de l'Opération Bootstrap à Porto Rico et les écrits admiratifs du futur prix Nobel d'économie saint-lucien Arthur Lewis. La croyance répandue à l'époque est que le salut caribéen passe par l' "industrialisation par invitation", le développement local étant lié à l'expertise de firmes étrangères. Ceci convenait parfaitement au gouvernement hollandais pour qui la colonie du Suriname était rapidement devenue un fardeau économique à la suite du déclin de l'agriculture de plantation. En 1957 la reine Juliana exprima le souhait que la colonie soit "modernisée". En 1958, la firme ALCOA fut autorisée à construire une série de barrages en travers du fleuve Suriname pour créer un immense lac artificiel générant l'hydroélectricité nécessaire à la fois à l'alimentation de la bourgeoisie locale concentrée dans la capitale et au processus d'extraction et de transformation de la bauxite. Selon les termes du contrat, ALCOA supporterait les coûts de construction du principal barrage d'Afobaka et revendrait à un prix fixe 10% de l'électricité produite au gouvernement local. En échange, ALCOA pourrait conserver 90% de la production électrique et recevrait des exemptions de taxes sur son activité minière sur une très longue durée. Autrement dit, une fois remboursées les dépenses liées à la construction du barrage, la firme allait pouvoir exploiter la ressource surinamaise en échange de quasiment rien. Par ailleurs, le gouvernement local, officiellement "autonome" depuis 1954, offrit à la firme une concession de 2 millions d'hectares pour exploiter la bauxite. Sans compter la surface du lac artificiel, qui représente environ 1% de la surface du pays.

Dans le reste de la Caraïbe, cette période est caractérisée par le lancement de l'Opération Bootstrap à Porto Rico et les écrits admiratifs du futur prix Nobel d'économie saint-lucien Arthur Lewis. La croyance répandue à l'époque est que le salut caribéen passe par l' "industrialisation par invitation", le développement local étant lié à l'expertise de firmes étrangères. Ceci convenait parfaitement au gouvernement hollandais pour qui la colonie du Suriname était rapidement devenue un fardeau économique à la suite du déclin de l'agriculture de plantation. En 1957 la reine Juliana exprima le souhait que la colonie soit "modernisée". En 1958, la firme ALCOA fut autorisée à construire une série de barrages en travers du fleuve Suriname pour créer un immense lac artificiel générant l'hydroélectricité nécessaire à la fois à l'alimentation de la bourgeoisie locale concentrée dans la capitale et au processus d'extraction et de transformation de la bauxite. Selon les termes du contrat, ALCOA supporterait les coûts de construction du principal barrage d'Afobaka et revendrait à un prix fixe 10% de l'électricité produite au gouvernement local. En échange, ALCOA pourrait conserver 90% de la production électrique et recevrait des

exemptions de taxes sur son activité minière sur une très longue durée. Autrement dit, une fois remboursées les dépenses liées à la construction du barrage, la firme allait pouvoir exploiter la ressource surinamaise en échange de quasiment rien. Par ailleurs, le gouvernement local, officiellement "autonome" depuis 1954, offrit à la firme une concession de 2 millions d'hectares pour exploiter la bauxite. Sans compter la surface du lac artificiel, qui représente environ 1% de la surface du pays.

Nieuw Koffiekamp

Une grande partie de ce territoire appartenait en fait aux Saramakas, en vertu des accords signés avec la couronne hollandaise en 1760. Le lac artificiel englouti à lui seul 43 villages de ce groupe. Les habitants furent simplement prévenus par un émissaire que la zone serait inondée et qu'ils devaient donc déménager rapidement. Pour prévenir les réactions violentes, les salaires des capitaines saramakas furent augmentés, des cadeaux furent distribués et on promit du travail aux hommes sur les chantiers du barrage. L'émissaire présenta aussi le futur lac comme un gigantesque bassin dans lequel il suffirait de se baisser pour ramasser les poissons. Bon nombre des Saramakas ne crurent pas la parole des "bakras" (nom donné par les marrons aux colons hollandais et par extension aux élites créoles après l'indépendance), et ce d'autant plus que le niveau des eaux mit environ 6 ans avant d'atteindre son niveau actuel. Lorsque l'eau pénétra dans les villages, plus de 6 000 personnes durent finalement déguerpir, laissant derrière eux leurs villages, leurs ancêtres, leurs Dieux et leur Histoire, inscrits dans les lieux et leur toponymie de ces lieux.

C'est ainsi que quelques centaines de ces Marrons furent "relogés" dans le village de Nieuw Koffiekamp. Le capitaine Ludwich Wijnerman nous raconta les conditions, lorsque nous l'avons interviewé en Juillet 2012 : un espace de forêt inconnu des habitants (et appartenant à priori à un autre groupe de Marrons) défriché au bout d'une piste, un tas de planches et de tôles ondulées posées à terre avec des boîtes de clous. Ces nouveaux villages créèrent de nombreux problèmes pour ces populations qui vivaient jusque là de manière autonome, et se nourrissaient du produit de la pêche, de la chasse et de l'agriculture sur leurs terrains ancestraux, mentalement cartographiés. Reliés à la dépendance à l'argent, et donc rapidement au salariat, ces relogements marquèrent le début de l'effondrement sociétal. Cependant le site de Nieuw Koffiekamp s'avéra rapidement fonctionnel, dans cette nouvelle optique, car les habitants y découvrirent de grandes quantités d'or dans les années 1980.

Le Suriname connut au cours des années 1990 un second bouleversement profond. Les réserves de bauxite s'épuisaient et les revenus que le gouvernement en tirait se réduisaient chaque année un peu plus. Le pays connut alors une ruée vers l'or. En 1994, les habitants de Nieuw Koffiekamp découvrirent qu'une firme canadienne installait des équipements lourds à un kilomètre de leur village. Les ingénieurs de la dite firme, Rosebel Inc., découvrirent au même moment qu'un village se trouvait au beau milieu de la concession qui leur avait été vendue deux ans plus tôt par le gouvernement Surinamais, officiellement "indépendant" depuis 1975. Cette concession était illégale à tous points de vue : le territoire cédé se trouve au milieu des territoires du groupe de Noirs marrons Aukans, sa taille excède de deux fois la superficie maximale autorisée par le code minier, et les habitants du village n'en avaient même pas été informés. Mais le contexte des années 1990, au Suriname comme dans le reste de la Caraïbe, est celui de la néolibéralisation effrénée : le Fonds Monétaire International (FMI) est aux manettes et il faut rembourser la dette et ses intérêts démesurés. Par ailleurs le Suriname se débat depuis les années 1980 dans un

système politique tribal caractérisé par la superposition d'un pouvoir élitiste et ethnique (avec des partis politiques à base ethnique, comme au Guyana et à Trinidad) et celui, concurrent et dominant, du régime militaire dirigé par un métis (donc à priori exclu du système ethnique) ancien sergent de l'Armée nationale du nom de Dési Bouterse (qui fut putchiste, puis dictateur, puis homme fort de l'ombre et désormais président élu du pays).

Face au refus des habitants de quitter une nouvelle fois leur village (qui eut accepté de renoncer à une mine d'or ?), le capitaine fut menacé de mort par Bouterse et le Ministre de la justice annonça que le village serait bombardé en cas de refus. La police nationale assista ensuite la milice privée de Rosebel pour tenter de limiter les mouvements des habitants et les forcer à fuir (lorsque nécessaire en ouvrant le feu sur eux), ce qui eut pour conséquence principale la destruction de la station de police du village, dont les restes calcinés sont encore visibles à l'entrée. Par la suite, voyant l'échec du recours à la force et l'écho international de l'affaire, la firme décida d'embaucher quelques habitants et de jouer le jeu de la cohabitation. Les autres continuent de saccager les lieux à la recherche d'or en utilisant les méthodes de la petite extraction, polluant le point d'eau du village au mercure et détruisant toujours plus la forêt aux alentour. De son coté, Rosebel pratique une exploitation à une échelle sans commune mesure. Pour les habitants de Nieuw Koffiekamp que nous avons pu interviewer en 2012, le problème principal est aujourd'hui l'exploitation anarchique de l'or qui cause la destruction de l'environnement local et des inondations dans le village. Pour les petits exploitants du village cependant - quasiment tous les jeunes hommes -, le problème est que "les meilleures terres sont pour les blancs d'Alcoa". La spirale auto-destructrice est telle que le village ne compte plus qu'un seul agriculteur et que les jeunes flambent dans la capitale dès qu'ils trouvent quelques paillettes d'or, avant de revenir au milieu du village désolé une fois l'argent dépensé. Les maisons sont entourées de toutes parts de trous béants remplis d'une eau rougeâtre, entre lesquels s'activent une foule de quads et d'engins de chantiers.

Le Suriname est l'un pays des pays les mieux pourvus au monde en terme de ressources naturelles. Pourtant 2/3 de ses habitants vivent avec moins de 260 $ par mois selon les statistiques nationales. La déchéance du village de Nieuw Koffiekamp résume bien ce phénomène connu comme le "paradoxe de l'abondance".

Références :

ABS, 2009. *Statistisch Jaarboek 2009*. ABS: Paramaribo.ABS, 2009. Statistisch Jaarboek 2009. ABS: Paramaribo.

Dew, E., 1994. *The trouble in Suriname, 1975 – 1993*, Washington: Library of Congress.

Forest Peoples Program, 2003. No second slavery ! Miners and Maroons in Surinam. *Do or Die.*Issue 10, pp180-182.

Heemskerk, M., 2002. Livelihood decision-making and environmental degradation: Small-scale gold mining in the Suriname Amazon. *Society and Natural Resources*. 15 (4). pp.327-344.

Heemskerk, M., 2009. *Demarcation of indigenous and maroon lands in Suriname*, Report commissioned by the Gordon and Betty Moore Foundation and Amazon Conservation Team Suriname, Paramaribo, Suriname, [online]. Available at < http://mariekeheemskerk.org/Reports/Demarcation_final%20May%202009.pdf> [Accessed 22 June 2012].

Interamerican court of Human Rights, 2007. *Case of Twelve Saramaka Clans Vs. Suriname*, Affidavit of Dr Robert Goodland, Expert Witness, Submitted by the victim's reprensentatives.

Mac Kay, F., 2002. Human Rights and the Environment Conflicts and Norms in a Globalizing World, Forest People's Program, http://www.commdev.org/files/1459_file_Mining_in_Suriname_Nautilus.pdf

OAS, 1997. *Natural Resources, Foreign Concessions and Land Rights: A Report on the Village of Nieuw Koffiekamp, Special Mission to Suriname*, Washington DC: Unit for the Promotion of Democracy of the General Secretariat of the OAS, 121p.

Price, R., 2011. *Rainforest warriors, Human rights on trial*. University of Pennsylvania Press.

Pour citer l'article:

Cruse,R. (2014). "Ressources naturelles et pauvreté : le paradoxe de l'abondance. L'exemple de Nieuw Koffiekamp, Suriname" in Cruse & Rhiney (Eds.), Caribbean Atlas, http://www.caribbean-atlas.com/fr/thematiques/geographie-physique-et-ressources-naturelles/les-ressources-naturelles-caribeennes-et-leur-gestion/ressources-naturelles-et-pauvrete-le-paradoxe-de-l-abondance-l-exemple-de-nieuw-koffiekamp-suriname.html.

Contact:

CEREGMIA
Campus de Schœlcher
97275 Schoelcher

Email: contact@caribbean-atlas.com